SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 7 FÉVRIER 1924

Rapport de la Commission des Affaires Etrangères chargée d'examiner le Projet de Loi portant approbation des conventions concernant respectivement l'âge d'admission des enfants aux travaux industriels; le travail de nuit des enfants dans l'industrie et le travail de nuit des femmes, élaborées à Washington par la Conférence internationale du Travail, et signée à Paris le 24 janvier 1921, par la Belgique et la France.

(Voir les nos 154, 297 (session de 1922-1923) et les Ann. parl. de la Chambre des Représentants, séance du 19 juillet 1923.)

Présents : MM. le comte T'KINT DE ROODENBEKE, président; le baron DESCAMPS, DIGNEFFE, DUMONT, le duc d'URSEL, le marquis IMPERIALI, LAFONTAINE, LE JEUNE, POELAERT, RENARD, SPEYER, WITTEMANS et FERON, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Les stipulations des trois conventions dont l'approbation forme l'objet du projet de loi qui est actuellement soumis au Sénat, ne créent pour la Belgique aucune obligation qui ne soit dès à présent consacrée par les lois en vigueur et qui ne soit acceptée sans difficulté par tous ceux qui sont intéressés à la solution du problème de l'organisation du travail.

Ce projet de loi a été adopté à l'unanimité des membres présents à la Chambre des Représentants. Il n'y a soulevé aucune objection. Les dispositions des conventions dont l'approbation est proposée n'ont de même soulevé aucune objection à la Commission des Affaires étrangères du Sénat qui a décidé de vous proposer l'adoption du projet de loi.

La Conférence internationale du travail, à Washington, avait élaboré, en outre, trois conventions qui concernaient respectivement :

1° La limitation à huit heures par jour et à quarante-huit heures par semaine de la durée du travail dans les établissements industriels ;

(2)

- 2° Le travail des femmes avant et après leur accouchement ;
- 3° Le chômage et le placement.

Le Gouvernement a indiqué dans l'Exposé des motifs du projet de loi qui nous est soumis la raison qui l'a amené à différer l'approbation de ces conventions. Elle ne comporte aucune hostilité au principe de ces conventions. Elle est essentiellement fondée sur le défaut de ratification de ces conventions par les principaux Etats industriels, dont il ne semble pas qu'on puisse vaincre à bref délai la résistance ou l'hésitation.

Il appartient notamment au Bureau international du Travail, constitué en vertu du Traité de Versailles, de rechercher les moyens de réunir les adhésions indispensables.

Le Rapporteur,
MAURICE FERON.

Le Président,
Comte T'KINT DE ROODENBEKE.